

RAPPORT MENSUEL

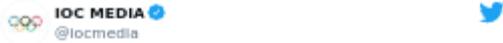
AVRIL 2021



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office



Our European Sport Model is under threat today. It is losing ground to the purely profit-oriented goals of commercial sport providers and investors.
If everything is only looked at from a business perspective, then the social mission of sport is lost.- Thomas Bach, IOC President



9:49 AM - Apr 20, 2021

204 20 Copy link to Tweet

L'INTERVIEW DU MOIS



© Christian Manzoni

IBU President Olle Dahlin

"Je m'engage à développer des politiques européennes qui aident le sport en Europe à devenir plus fort, plus inclusif et accessible à tous."

Interview complète sur la page 5

CHIFFRES & DONNÉES

NEW TEAM MEMBER !



Le bureau des COE auprès de l'UE accueille Carlotta Giussani en tant que nouvelle responsable des financements européens !

Article complet sur la page 19



Thanks @EuSport for good opportunity to join #EuropeanWeekOfSport Seminar and to share ideas how to attract young people to practise sport.

@iocmedia, @OlympicUA have great examples and initiatives.

To be healthy is the main value for everyone!

@EOCEUOffice @worldolympians



9:56 AM - Apr 19, 2021

26 Copy link to Tweet



Conference on the Future of Europe



- **6,812** participants 🧑
- **10** topics
- **1,358** ideas 💡
- **4** sport related events organised
- **19** ideas shared mention sport 🏆

- **Editorial** **4**



L'INTERVIEW DU MOIS

- **Président de l'IBU Olle Dahlin** **5**



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

- **Les réactions européennes à la proposition d'une Super League Européenne** **8**
- **Les Etats Membres commencent à soumettre leur plan national de 'Facilité pour la reprise et la résilience' (RRF)** **9**
- **Online piracy of sport broadcasts: EP JURI Committee adopts report and paves the way for plenary vote** **11**
- **Conférence sur le futur de l'Europe : lancement de la nouvelle plateforme digitale et interactive** **13**
- **Accord provisoire sur la provision européenne sur le climat** **15**
- **La Semaine Européenne du sport au-delà des frontières** **16**
- **Un cadre commun contre le racisme et les discours de haine lors d'événements sportifs : la Convention de Saint-Denis** **17**



LE COIN DES PARTENAIRES

- **Séminaire sur les programmes de financement : appel à projets Erasmus+ 2021** **18**
- **Le bureau des COE auprès de l'UE accueille Carlotta Giussani en tant que nouvelle responsable du financement de l'UE et membre de l'équipe** **19**
- **Évènements à venir** **20**



EDITORIAL

Chers lecteurs,

Les Jeux olympiques de Tokyo approchent à grands pas et, malgré tous les défis dont les médias se font l'écho, il existe au moins une tendance positive concernant la vaccination des athlètes. Certains vaccins étant désormais disponibles, un nombre croissant de pays décident de vacciner leurs équipes olympiques en priorité. Les athlètes ont fait remarquer à juste titre que le risque d'infection était imprévisible, et que ceux qui se feraient vacciner tôt, bénéficieraient déjà d'avantages considérables en termes de préparation pour les Jeux.

La discussion sur la création d'une Super League européenne de football, souhaitée par plusieurs des clubs de football européens les plus performants, s'est effondrée comme un château de cartes en 48 heures. Rarement une décision de politique sportive aura déclenché de telles réactions de la part de politiques, de joueurs et de supporters en si peu de temps. Il est inutile de spéculer sur ce qui a finalement fait pencher la balance en faveur de l'échec (temporaire) du projet. Toutefois, il est apparu clair que les supporters ont accepté la commercialisation du football en tant que telle, mais qu'ils ne veulent pas que celle-ci l'emporte sur le mode sportif des compétitions. Les ligues fermées et les wild cards ne sont pas compatibles avec les compétitions ouvertes, ni avec le système éprouvé de promotion et de relégation, et encore moins avec les valeurs du modèle sportif européen. Dans ce contexte, l'UEFA devrait se demander si ses propositions de réforme sont à la hauteur de ces exigences.

Fin avril, les États membres de l'UE ont été invités à soumettre à la Commission européenne leurs plans nationaux de 'Facilité pour la reprise et la résilience'. Ce programme, qui porte notamment sur l'environnement et la digitalisation, prévoit un total de 750 milliards d'euros de subventions et de prêts. Un premier examen des plans nationaux a montré qu'un certain nombre de pays comme la France, la Belgique ou l'Espagne ont inclus le sport dans leurs plans, reconnaissant ainsi son importance socio-économique pour le développement de leurs économies. Il s'agit d'un signal positif qui, espérons-le, conduira à une meilleure prise en compte du sport dans la mise en œuvre (régionale) des fonds structurels.

Le premier appel à propositions du programme Erasmus+ Sport pour la nouvelle période de financement est en cours mais pose d'énormes problèmes aux candidats en raison de la courte date limite de dépôt des candidatures. La disponibilité des formulaires de candidature ayant également été retardée, la Commission européenne a finalement repoussé la date de dépôt au 17 juin. La qualité des candidatures augmentera certainement à la suite d'une telle décision et les candidatures du sport organisé seront facilitées.

Restez en bonne santé et tout le meilleur pour 2021 !


Folker Hellmünd

Directeur du bureau des COE auprès de l'UE



L'INTERVIEW DU MOIS



© Christian Manzoni

Olle Dahlin est le président de l'IBU depuis 2018. Il a été élu pour la première fois au Conseil exécutif de l'IBU et a occupé le poste de vice-président du développement de l'IBU au cours de son premier mandat, sur la période 2014-2018. Il est membre du conseil exécutif du comité olympique suédois.

1. Cher Président, en avril 2021, l'IBU est devenue un partenaire officiel du bureau des COE auprès de l'UE, ce que nous apprécions grandement. Quelle est la principale raison de cette décision stratégique ?

Bien que l'IBU soit une fédération internationale, nos activités sont basées en Europe (en Autriche), et un nombre important de nos événements se déroulent sur le continent. Nous reconnaissons donc l'importance d'avoir une bonne compréhension de la législation européenne et de l'impact qu'elle peut avoir sur notre sport. Nous avons décidé de nous associer au bureau des COE à l'UE parce que nous apprécions le fait

que vous possédiez une énorme quantité de connaissances dans ce domaine et avons beaucoup à apprendre. Nous voulons également nous assurer que nous sommes bien informés et capables de nous adapter rapidement à de nouvelles situations qui évoluent en permanence. Grâce à votre vaste réseau, nous espérons être en mesure de mieux coordonner et consulter les experts dans ce domaine.

2. La saison de biathlon vient de s'achever, quel est votre bilan personnel en matière d'organisation d'événements sportifs de plein air dans des conditions Covid-19 ?

Notre saison s'est terminée en mars et, malgré les défis majeurs posés par COVID-19, la saison a été un grand succès. En travaillant en partenariat avec l'ensemble de la famille du biathlon, nous avons pu offrir un divertissement passionnant aux fans de biathlon du monde entier. Nous avons organisé 100 % des compétitions prévues.

Bien sûr, la protection de la santé et du bien-être de toutes les personnes impliquées dans les événements était notre première priorité et nous avons travaillé dur avec des experts médicaux et les autorités locales pour nous assurer que nous développons et mettons en œuvre des protocoles COVID-19 efficaces.

Mais nous avons pu montrer que nous pouvions aussi organiser des événements sportifs sûrs et réussis en plein air, même dans les conditions du COVID-19.

Il était particulièrement important que nous parvenions à organiser une pratique sportive tout en garantissant le respect des mesures de sécurité sanitaire la saison dernière, non seulement pour nos athlètes et pour le sport, mais aussi pour nos fans. Nous savons que le sport joue un rôle important dans la vie des gens et, en ce moment plus que jamais, voir nos athlètes concourir procure à nos fans la joie et le divertissement dont ils avaient tant besoin.

3. Tous les sports de plein air, et en particulier les sports d'hiver, dépendent fortement des conditions météorologiques. Dans quelle mesure le changement climatique a-t-il déjà eu un impact sur vos compétitions et la préparation des athlètes ? Quelles mesures prenez-vous pour atténuer cet impact et vous adapter à ces changements dans votre organisation ?

Le changement climatique est un phénomène qui nous concerne tous. Bien sûr, en tant que sport qui repose sur la neige et le froid, le biathlon est plus touché, mais tout le monde dans la communauté sportive et dans la société au sens large a un rôle à jouer dans la lutte contre le changement climatique.

Faire du biathlon un sport leader dans la promotion et le respect des normes les plus élevées dans toutes les formes de durabilité, y compris bien sûr la durabilité environnementale, est un élément clé de notre Plan Stratégique, Objectif 26.

L'année dernière, nous avons lancé notre stratégie de durabilité, qui constitue la feuille de route de la stratégie décennale de durabilité 2020-2030 de l'IBU.

Le climat est l'un des cinq domaines d'intervention de notre politique de durabilité et décrit notre engagement à réduire l'empreinte carbone du biathlon dans le but de devenir climatiquement neutre d'ici 2030 et climatiquement positif d'ici 2034. Nous avons également rejoint le Cadre d'Action des Nations Unies sur le Sport pour le Climat en juin de l'année dernière.

Les mesures concrètes que nous avons prises pour lutter contre le changement climatique ont été reconnues par le Comité international olympique (CIO) et le partenaire olympique mondial Dow, qui nous ont décerné le prix CIO-DOW lors de la session du CIO sur la durabilité en novembre dernier. Cette année, nous avons lancé le tout premier défi climatique du biathlon.

4. L'initiative "Green Deal" est actuellement l'un des principaux projets politiques de la Commission européenne. Quelles activités de la Commission ou de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) vous touchent directement et quelle est votre stratégie à cet égard ?

Réduire l'impact de nos événements et de notre sport sur l'environnement sont deux piliers de la stratégie de durabilité de l'IBU. Cela inclut l'utilisation de cire fluorée et de balles en plomb.

L'IBU s'est engagée à devenir un sport sans fluor. Nous avons travaillé sur des méthodes permettant de détecter la présence de cire fluorée sur les skis. Cela nécessite des tests sur le terrain et un étalonnage scientifique pour garantir des tests fiables et donc des compétitions équitables.

L'autre domaine est l'interdiction potentielle du plomb par l'UE dans les zones humides. L'interdiction ne vise pas spécifiquement les champs de tir fermés tels que ceux utilisés pour le biathlon, mais nous sommes prêts à faire des ajustements, notamment en ce qui concerne la collecte des balles de plomb usagées et des résidus, afin d'empêcher l'interaction des éléments toxiques avec la nature et les animaux. Nous travaillons en étroite collaboration avec le CIO et coopérons avec l'ECHA sur ce point.

5. Vous avez été élu pour un mandat de quatre ans en 2018 dans un contexte de problèmes de gouvernance à l'IBU. Où en est votre organisation en matière de réformes de bonne gouvernance et que reste-t-il à faire ?

Je suis très fier du travail que le conseil exécutif de l'IBU et moi-même, ainsi que toute la famille du biathlon, avons accompli au cours des deux dernières années et demie.

Les problèmes auxquels le biathlon était confronté lorsque je suis devenu président sont bien documentés, mais grâce à notre travail collectif, nous sommes passés d'une fédération en crise à une fédération à la pointe de la bonne gouvernance.

Avec des experts internationaux indépendants, nous avons :

élaboré une nouvelle Constitution conforme aux meilleures pratiques internationales ; créé l'Unité d'intégrité du biathlon, une unité indépendante sur le plan opérationnel au sein de l'IBU, qui traite toutes les questions liées à l'intégrité dans le biathlon ; nommé une Commission d'examen externe pour mener une enquête totalement indépendante sur toutes les questions d'antidopage, de conformité, d'éthique et de discipline ; et a fait du président de notre Comité des athlètes un membre votant du Conseil exécutif de l'IBU.

Le bureau des COE auprès de l'UE remercie M. Olle Dahlin pour son entretien et sa contribution à son rapport mensuel.



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

Les réactions européennes à la proposition d'une Super League Européenne

Le 19 avril, un groupe de douze clubs de football d'Angleterre, d'Espagne et d'Italie (AC Milan, Arsenal FC, Atlético de Madrid, Chelsea FC, FC Barcelona, FC Internazionale Milano, Juventus FC, Liverpool FC, Manchester City, Manchester United, Real Madrid CF et Tottenham Hotspur) a annoncé la création d'une nouvelle Super Ligue européenne de football (ESL). L'idée était de créer une nouvelle compétition, parallèle aux compétitions de l'UEFA, et qui fonctionnerait en dehors de l'autorité de l'UEFA. Le fonctionnement de cette nouvelle compétition garantirait la participation à long terme des clubs fondateurs, avec un impact énorme sur le mérite sportif, l'ouverture des compétitions et l'attractivité des ligues nationales.

Cette annonce a suscité de nombreuses réactions négatives, plaçant le modèle sportif européen et sa compatibilité avec le droit européen au cœur des débats :

Lors de la séance d'ouverture du 45e congrès de l'UEFA, le CIO a fait part de sa position, le président Bach décrivant le modèle sportif européen comme "menacé" et "remis en question par une approche purement axée sur le profit, et qui ignore les valeurs intrinsèques et la mission sociale du sport". De même, les COE ont exprimé leur position en se disant solidaires du CIO et de l'UEFA, ainsi que d'autres défenseurs du modèle sportif européen.

La voix de la Commission européenne a également été entendue lors de son point de presse quotidien. Un porte-parole a rappelé l'attachement de la Commission au modèle sportif européen et a mis en avant ses grands principes : autonomie, ouverture, solidarité et interdépendance entre les fédérations sportives internationales. De son côté, le vice-président de la Commission, Margaritis Schinas, a déclaré qu'il "regretterait personnellement beaucoup" la création d'une Super League semi-fermée, tandis que la commissaire Mariya Gabriel a tweeté que cette Super League "infligerait des dommages irréversibles". Le président du Parlement européen, David Sassoli, a également saisi l'occasion pour tweeter qu'il "s'oppose à ce que le football devienne la chasse gardée de quelques riches".

Face à la pression politique et à l'émergence de répercussions potentielles de la part de l'UEFA, de la Fédération anglaise de football, de la RFEF, de la FIGC, de la Premier League, de LaLiga, de la Lega Serie A, de la FIFA et même des gouvernements nationaux - sans parler de la réaction des supporters du monde entier - il n'est pas surprenant que les clubs fondateurs anglais et italiens se soient depuis retirés du projet ESL.

Le bureau des COE auprès de l'UE poursuivra son travail actif de promotion et de protection du modèle sportif européen auprès de tous les acteurs européens.

Les Etats Membres commencent à soumettre leur plan national de 'Facilité pour la reprise et la résilience' (RRF)

Le 30 avril a marqué la date limite officielle pour que les États membres soumettent la version finale de leur plan national de Facilité pour la reprise et la résilience (RRF), "un instrument de redressement temporaire qui permet à la Commission de lever des fonds pour aider à réparer les dommages économiques et sociaux immédiats causés par la pandémie de coronavirus".

Le RRF est l'instrument clé au cœur du plan de redressement de l'UE. Le RRF mettra à disposition 672,5 milliards d'euros de prêts et de subventions pour soutenir les réformes et les investissements entrepris par les États membres. Les États membres sont invités à centrer leurs plans sur certains domaines phares afin de favoriser une transition verte et digitale. Chaque plan national doit consacrer au moins 37% aux investissements dans le domaine de la protection de l'environnement ainsi qu'au moins 20% à la transition digitale.

Le lundi 3 mai, la Commission avait reçu plusieurs plans dont ceux de la Belgique, de l'Espagne, de la Slovaquie, de la France, de l'Allemagne, du Portugal, du Danemark et de la Grèce. La Commission évaluera les plans soumis au cours des deux prochains mois, ce qui permettra au Conseil d'approuver ces plans en juillet au plus tard. Les États membres de l'UE devraient recevoir les premiers 13 % de leur enveloppe financière respective avant la fin de l'été.

Certains pays ont déjà publié les plans RRF qu'ils avaient soumis à la Commission. La France et l'Allemagne ont tenu une conférence de presse commune et ont présenté publiquement leurs plans le 27 mai 2021.

Il est bon de noter que certains États membres mentionnent le sport dans leurs plans de relance. Par exemple, le plan français comporte un sous-chapitre intitulé "Créer des emplois pour les jeunes dans le sport", qui est soutenu par un budget financier distinct. Le plan espagnol comprend un sous-chapitre sur la "promotion des industries culturelles et sportives" en tant que réforme structurelle pour une croissance durable et inclusive. Les plans allemand et portugais ne comportent pas de sous-chapitres spécifiques sur le sport, mais mentionnent tout de même le sport comme un instrument permettant d'atteindre des objectifs spécifiques tels que l'intégration et l'éducation de la petite enfance.

Il convient donc de vérifier dans quelle mesure le sport sera concrètement inclus ou non dans les différents plans nationaux. Par exemple, la rénovation économe en énergie des installations sportives peut contribuer à l'objectif phare des bâtiments respectueux du climat. Les fédérations sportives doivent donc suivre de près les lignes directrices nationales de mise en œuvre afin de bénéficier d'un éventuel financement.



Cela va de pair avec le fait que l'initiative SHARE de la Commission européenne a publié un document de référence précieux sur la façon dont le secteur du sport peut éventuellement bénéficier des fonds européens de nouvelle génération. Le document décrit tous les programmes NGEU, y compris non seulement le RFF mais aussi REACT-EU et le Just Transition Fund.

Le bureau des COE auprès de l'UE et d'autres acteurs du sport engagés dans l'initiative SHARE ont plaidé pour l'inclusion du sport dans les plans RFF nationaux afin de reconnaître le rôle du sport et de l'activité physique dans un processus de récupération durable et sain après la pandémie de COVID-19. La prise de position peut être consultée sur le site web du bureau.



Ursula von der Ley...  

@vonderleyen

Unsere Erholung ist in der entscheidenden Phase.

Die EU-Staaten finalisieren ihre Wiederaufbaupläne; via [#NextGenerationEU](#) stehen €750 Mrd. bereit.

Wir arbeiten gemeinsam, damit die Pläne Europa zukunftsfit machen.

Dies ist die Gelegenheit des Jahrhunderts für Europa

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Overview on the RRF, including links to all national plans already submitted](#)

[Spanish RRF](#)

[German RRF](#)

[French RRF](#)

Piratage en ligne des retransmissions sportives : le comité JURI du PE adopte un rapport et ouvre la voie au vote en plénière

Le 13 avril, la commission des affaires juridiques JURI du Parlement européen (PE) a adopté son rapport sur les "Défis des organisateurs d'événements sportifs dans l'environnement numérique" avec 18 voix pour et 6 contre. Auparavant, en janvier dernier, la commission CULT du PE avait déjà adopté son avis sur ce rapport qui vise à lutter contre le piratage en ligne des retransmissions sportives.

Les deux commissions ayant livré leurs contributions, le rapport du rapporteur Angel Dzhambazki (ECR, BG) est maintenant prêt à être adopté en plénière du PE. Le vote devrait avoir lieu le 18 mai.

Du point de vue du sport, l'adoption par la commission JURI est une bonne nouvelle, car elle permet d'espérer une amélioration du cadre existant en matière d'application des droits de propriété intellectuelle pour les événements sportifs en direct. La valeur des événements sportifs dépend presque entièrement de leur diffusion en direct, c'est pourquoi une action immédiate est nécessaire. Ainsi, le rapport adopté par la commission JURI indique que les intermédiaires en ligne devront retirer ou désactiver les diffusions illégales "immédiatement, ou aussi vite que possible, et en tout état de cause au plus tard dans les 30 minutes suivant la réception de la notification des titulaires de droits ou d'un signaleur de confiance certifié".

À cet égard, le rapport invite instamment la Commission européenne à proposer des mesures concrètes spécifiquement adaptées aux événements sportifs en direct, permettant le retrait immédiat du contenu ou la désactivation de l'accès à celui-ci sans bloquer la diffusion légale en direct.

Les députés soulignent également que les offres légales de contenus sportifs devraient faire l'objet d'une meilleure promotion et être plus faciles à trouver en ligne pour les consommateurs, car les flux de piratage sont non seulement illégaux mais comportent également des risques de logiciels malveillants, de vol de données ou de fraude à la carte de crédit.

Le rapporteur Angel Dzhambazki (ECR, BG) a déclaré : "Le piratage en ligne d'événements sportifs en direct est un défi majeur auquel sont confrontés les organisateurs d'événements sportifs. Il est important de mettre en place un outil immédiat et efficace pour faire respecter les droits relatifs aux événements sportifs en direct, y compris la possibilité de bloquer en temps réel l'accès aux contenus sportifs en direct en ligne non autorisés ou de les supprimer. La responsabilité de la diffusion illégale d'événements sportifs incombe aux fournisseurs de flux et de plateformes et non aux fans et aux consommateurs, qui tombent souvent involontairement sur des contenus en ligne illégaux."



JURI Committee Press @EP_Legal · Apr 13

Tackling digital piracy of live sport events and protecting organisers

✓ Today @EP_Legal adopted the report by @djambazki on challenges of sport events' organisers in the digital environment (18 👍, 6 🗨)

Press release ➔

 Tackling digital piracy of live sport events and prot...
The unique live character of sport events requires special protection to allow for real time take downs...
europarl.europa.eu

Le texte complet du rapport adopté par le Comité JURI devrait être prochainement publié sur le site web du PE.

De manière générale, le Parlement européen souhaite utiliser le rapport d'initiative en question pour demander à la Commission de prendre des mesures législatives dans la lutte contre le piratage en ligne des événements sportifs. Pour y parvenir, la prochaine étape consiste à adopter avec succès le rapport en séance plénière du Parlement. Avec d'autres parties prenantes du sport, le bureau des COE auprès de l'UE plaidera pour l'adoption du rapport.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Procedure File: Challenges of sport events' organisers in the digital environment](#)

[EP press release: Tackling digital piracy of live sport events and protecting organisers](#)

[EP press release: Stop illegal live sports streaming, urge MEPs](#)

[Statement by Adrián VÁZQUEZ LÁZARA \(Renew, ES\), JURI Chair](#)

Conférence sur le futur de l'Europe : lancement de la nouvelle plateforme digitale et interactive

Le 19 avril 2021, la nouvelle plateforme numérique interactive et multilingue de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (CoFoE) a été lancée.

En tant que hub central de la CoFoE, la plateforme offre aux Européens différents moyens de s'impliquer dans le processus démocratique européen et de partager leurs idées directement sur la plateforme, ou lors d'événements labellisés cartographiés sur celle-ci.

Une plateforme intuitive et facile à utiliser

En entrant sur la plateforme, trois options apparaissent :

- "Participez à un événement près de chez vous", qui mène à une carte en ligne identifiant tous les événements labellisés par la CoFoE et se déroulant dans différentes langues européennes ;
- "Partager vos idées" sur des sujets choisis parmi une liste de thèmes ciblés. Dans le cadre d'un chat public, les participants peuvent partager leurs propres idées et recevoir l'appui et/ou les réponses des autres. Il est également possible de suivre certaines discussions ou certains sujets spécifiques et de recevoir des notifications chaque fois que quelqu'un y prend part ;
- "Organisez votre événement", qui donne accès à des guides permettant d'organiser des événements réussis et de contribuer aux objectifs du CoFoE. Quelques conseils sur le fonctionnement de la plateforme sont également fournis.

Les Européens disposent d'un large espace pour s'exprimer, puisque 10 grands thèmes clés sont ciblés :

- Le changement climatique et l'environnement ;
- La santé ;

- Une économie plus forte, la justice sociale et l'emploi ;
- L'UE dans le monde ;
- Les valeurs et les droits, l'État de droit, la sécurité ;
- Transformation numérique ;
- La démocratie européenne ;
- La migration ;
- Éducation, culture, jeunesse et sport ;
- Autres idées.

Il est intéressant de noter que le sport figure parmi ces sujets, ce qui permet aux citoyens de s'exprimer sur l'avenir du sport dans l'UE.

Des règles de participation ont été mises en place, et les modérateurs de la plateforme peuvent masquer les messages qui ne respectent pas ces règles.

Un événement hybride inaugural (en personne et en ligne) s'est déroulé lors de la Journée de l'Europe, le 9 mai 2021 à Strasbourg, en France. Le comité exécutif du CoFoE s'est réuni le 22 avril 2021 et a poursuivi la mise au point des dispositions avant cet événement inaugural. Les présidents des trois institutions de l'UE, les membres du bureau exécutif, les observateurs désignés, ainsi que 200 citoyens ont participé à l'événement.

Topics



Climate change and the environment



Health



A stronger economy, social justice and jobs



EU in the world



Values and rights, rule of law, security



Digital transformation



European democracy



Migration



Education, culture, youth and sport



Other ideas

Selon les principes et le champ d'application de la conférence, les panels de citoyens doivent représenter l'UE dans toute sa diversité, en termes d'origine géographique, de genre, d'âge, de contexte socio-économique et de niveau d'éducation. Les panels de citoyens comprendront donc au moins une femme et un homme par État membre, et les jeunes de 16 à 25 ans représenteront un tiers de chaque panel.

Prochaines étapes

Le coprésident du Conseil exécutif du Parlement, Guy Verhofstadt, a identifié ce qui devrait maintenant suivre de la part du Conseil exécutif : "(...) La prochaine étape consiste à mettre en place la plénière pour refléter la diversité d'opinions de l'Europe et reprendre les idées et suggestions des citoyens, dont dépend le succès de la conférence."

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Access to the platform](#)

[List of events registered](#)

[Call for proposals: Erasmus+ Programme](#)

[Q/A on the platform](#)

Accord provisoire sur la provision européenne sur le climat

Un an et un mois après la publication, par la Commission, de la proposition de loi européenne sur le climat, les négociateurs du Parlement européen et du Conseil sont enfin parvenus à un accord provisoire.

La loi sur le climat aura un impact important dans toute l'UE et au-delà, car elle rend juridiquement contraignant l'objectif clé du "Green Deal" européen, à savoir réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2030 et atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050. Outre ces deux engagements cruciaux, le texte définit également, entre autres, un processus pour établir un objectif climatique pour 2040, et engage l'UE à des émissions négatives après 2050.

Avant d'entrer en vigueur, le texte devra encore être formellement approuvé par le Parlement européen et le Conseil de l'UE.

Même si le secteur du sport n'est pas directement affecté par la loi sur le climat une fois mise en œuvre, la transition vers une économie à faible émission de carbone dans toute l'UE pour atteindre l'objectif de réduction de 55 % aura un impact (indirect) important sur tous les secteurs économiques et sociétaux, y compris le sport. De plus amples détails sur la marche à suivre seront dévoilés dans le "paquet Fit for 55", que la Commission entend publier dans le courant de l'année.

Ce paquet couvrira de nombreux domaines d'action, allant de la performance énergétique des bâtiments et de l'efficacité énergétique (ce qui pourrait être intéressant pour les infrastructures sportives) aux mesures visant à mettre en œuvre le plan d'action de l'UE pour l'économie circulaire ou la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité (tous deux intéressants en particulier pour les événements sportifs et le sport dans la nature).

Dans le domaine de la politique sportive de l'UE, la Commission européenne, avec le mandat du plan de travail de l'UE pour le sport 2021-2024, a établi un nouveau groupe d'experts sur le "sport vert" pour contribuer au rôle et à la compréhension du sport dans ce domaine important. La première réunion de ce groupe d'experts a eu lieu le 4 mai 2021.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Provisional agreement on the European Climate Law](#)

[European Green Deal](#)

La Semaine Européenne du sport au-delà des frontières

Des représentants des Balkans occidentaux, des partenariats orientaux et des pays de l'UE se sont réunis le 19 avril 2021 pour discuter de la mise en œuvre de la semaine européenne du sport (EWoS) au-delà des frontières de l'UE et échanger des exemples de bonnes pratiques. Initialement prévue à Podgorica, au Monténégro, la quatrième édition du séminaire a dû être déplacée en ligne en raison des restrictions de voyage persistantes liées au Covid-19.

La commissaire européenne au sport, Mariya Gabriel, a ouvert l'événement en rappelant l'impact de la Covid-19 sur le secteur du sport, et en montrant clairement que la pratique du sport et de l'activité physique est fondamentale pour notre bien-être. Elle a souligné que la coopération internationale était une priorité importante de la politique du sport, faisant référence aux efforts passés et actuels de l'UE dans ce domaine, notamment l'ouverture de l'EWOs aux partenariats orientaux et aux pays des Balkans occidentaux, ainsi que le nouveau budget et les caractéristiques du programme Erasmus+.

La partie "échange" de l'événement a été lancée par Sergey Bubka, président du Comité national olympique d'Ukraine et coordinateur national du réseau EWoS. Dans son discours d'ouverture, il a souligné le rôle de l'UE dans la société moderne. "Les jeunes", a-t-il déclaré, "sont l'une des ressources stratégiques les plus importantes de notre société". Il a suggéré un certain nombre de moyens, en tant que collectif, pour susciter un plus grand intérêt et une plus grande participation des jeunes dans le sport, en mettant en avant les Jeux Olympiques de la Jeunesse du CIO et les Festivals Olympiques de la Jeunesse Européenne des COE. M. Bubka a évoqué le point de vue du président du CIO, M. Bach, sur le rôle du sport dans le redressement de la pandémie et a souligné les initiatives qui ont apporté une contribution positive jusqu'à présent, comme les activités de l'Assemblée générale des Nations unies ou le Parlement européen avec sa résolution sur le sport.

La nouveauté du séminaire de cette année était la participation étroite de jeunes - tous athlètes ou anciens athlètes - des deux régions voisines, qui ont partagé leurs expériences et leurs idées sur la façon de motiver les jeunes à être physiquement actifs et à mener un mode de vie sain dans la "nouvelle normalité".

La dernière partie du séminaire a consisté en une table ronde avec quatre experts de haut niveau sur la gouvernance du sport et la promotion de l'activité physique. Claudia Bokel, présidente de la Fédération allemande d'escrime et ancienne présidente de la commission des athlètes du CIO, a souligné l'importance de trouver le (s) sport (s) adapté (s) aux enfants afin qu'ils apprécient vraiment l'activité. Elle a également évoqué l'impact négatif de la crise actuelle sur le sport et, en particulier, sur la participation au sport des femmes et des filles et a noté que ce sujet devait être abordé par le Groupe de haut niveau sur l'égalité des sexes nouvellement formé.

Luka Živić, conseiller pour l'éducation, la jeunesse et le sport à la représentation permanente de la Slovénie auprès de l'UE a souligné que la promotion de l'activité physique était une priorité clé pour la présidence slovène qui entame son mandat en juillet 2021. Il a souligné l'intention de la présidence de créer un nouveau concept au niveau de l'UE: une activité physique tout au long de la vie (en prenant l'exemple de l'éducation tout au long de la vie).

La Semaine européenne du sport a été lancée en 2015 et se tiendra, comme chaque année, du 23 au 30 septembre 2021.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[The European Week of Sport](#)

[April Virtual Seminar Programme](#)

Un cadre commun contre le racisme et les discours de haine lors d'événements sportifs : la Convention de Saint-Denis

Le 14 avril 2021, l'Accord partiel élargi sur le sport (APES) a tenu un dialogue en ligne sur le racisme et les discours de haine lors d'événements sportifs. L'événement a été organisé dans le cadre de la première réunion du Comité de la Convention de Saint-Denis, dont l'objectif est d'accroître la sûreté, la sécurité et l'inclusivité des matchs de football et autres événements sportifs.

Pour discuter des défis existants et émergents, un panel d'orateurs occupant des postes de direction a abordé le racisme et les discours de haine sous différents angles. Il s'agissait de :

- Maria Daniella Marouda, présidente de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) ;
- Roxana Maracineanu, ministre française des sports ;
- Michele Uva, Directeur du football et de la responsabilité sociale, UEFA ;
- Clarence Seedorf, légende du football et entraîneur ;
- Ronan Evain, Directeur exécutif, Football Supporters Europe.

Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, Jeroen Schokkenbroek, Directeur de la lutte contre les discriminations, Direction générale de la démocratie-DGII, Conseil de l'Europe, a donné la parole à Bjørn Berge, Secrétaire général adjoint, Conseil de l'Europe. Berge a souligné l'engagement ferme et sans relâche du Conseil de l'Europe (CoE) dans la lutte contre le racisme et le discours de haine. "La Convention de Saint-Denis elle-même", a-t-il déclaré, "définit les exigences d'une approche véritablement intégrée de la sûreté, de la sécurité et des services lors des matchs de football et d'autres événements sportifs". Toutefois, la haine fondée sur la race, la religion, la sexualité, le sexe et d'autres facteurs demeurant un fait indésirable et inacceptable, il a fait part de la volonté du Conseil de l'Europe de s'appuyer sur les relations existantes avec les organisations sportives, et d'en forger de nouvelles, pour tenter de la combattre.

Maracineanu a ensuite formulé des recommandations concrètes et décrit les rôles spécifiques de chaque partie prenante dans la lutte contre le racisme.

En identifiant les principaux défis et ce qui a été fait jusqu'à présent, Uva a évoqué plusieurs des campagnes de responsabilité sociale de l'UEFA, notamment Respect et #EqualGame. Seedorf a fourni ses propres suggestions d'actions concrètes, cette fois du point de vue des joueurs et des entraîneurs. Enfin, Evain a injecté le point de vue des supporters dans le dialogue, en discutant des faiblesses actuelles et des possibilités pour le Comité de Saint Denis de se saisir de ces questions.

Globalement, on peut dire que deux idées clés ont émergé :

1. Que le sport est le reflet de ce qui se passe dans la société en général : l'effet miroir.
2. Une responsabilité et une réponse multipartites sont nécessaires pour lutter contre ces phénomènes.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Summary and link to the EPAS event](#)



LE COIN DES PARTENAIRES

Séminaire sur les programmes de financement : appel à projets Erasmus+ 2021

Le 17 avril 2021, le bureau des COE auprès de l'UE a organisé un séminaire en ligne sur l'appel Erasmus+ 2021 et a fourni à ses partenaires quelques informations générales sur le nouveau programme Erasmus+ 2021-2027 ainsi que les éléments clés pour une candidature réussie.

Folker Hellmund, directeur du bureau des COE auprès de l'UE, a lancé l'événement en disant quelques mots sur la nouvelle période de financement 2021-2027 et sur la brochure de financement que le bureau est en train de préparer. Il a également présenté la nouvelle responsable des financements européens, Carlotta Guissani, qui a rejoint l'équipe à partir du 1er mai.

Informations pratiques

Ensuite, des informations pratiques ont été fournies sur la structure du nouveau programme Erasmus+, le guide, les priorités clés, ainsi que le portail des opportunités de financement et d'appel d'offres. Après cet aperçu, les nouvelles priorités politiques et les objectifs du programme Erasmus+ Sport pour les partenariats et les événements ont été présentés, y compris des explications supplémentaires sur les trois types d'activités qui comprennent les partenariats de coopération, les partenariats à petite échelle et les événements sportifs européens à but non lucratif.

Quelques éléments clés pour réussir sa candidature

La deuxième partie du séminaire a été consacrée à la présentation des éléments clés d'une candidature réussie. La date limite fixée au 20 mai 2021 signifie que les candidats n'auront pas beaucoup de temps pour préparer et soumettre leurs candidatures via le portail.

Des conseils sur les étapes de préparation des candidatures, telles que la cohérence, la sélection des partenaires, l'évaluation du budget et la méthodologie liée aux modules de travail obligatoires, ont été fournis.

Enfin, tous les partenaires et participants ont été invités à prendre contact pour demander des réunions bilatérales avec le Bureau sur leurs idées de projets potentiels et l'état d'avancement des candidatures.

Le bureau des COE auprès de l'UE remercie chaleureusement tous les participants pour leur présence au séminaire.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Post on Twitter](#)

[Erasmus+ Programme Guide](#)

[Call for proposals: Erasmus+ Programme](#)



Le bureau des COE auprès de l'UE accueille Carlotta Giussani en tant que nouvelle responsable du financement de l'UE et membre de l'équipe



Nous sommes heureux d'accueillir Carlotta Giussani en tant que nouvelle responsable des financements européens au sein de l'équipe du bureau de représentation des COE auprès de l'UE.

Ce nouveau poste a été créé dans le but d'accroître l'accès aux financements pour toutes les organisations partenaires du bureau de représentation des COE auprès de l'UE.

Ses tâches principales seront les suivantes :

- La coordination de toutes les activités liées au financement de l'UE du bureau de représentation des COE à l'UE ;
- Agir en tant que principal interlocuteur en matière de financement européen pour les organisations partenaires du bureau de représentation des COE auprès de l'UE ;
- Conseiller les organisations partenaires sur les appels à projets et dossiers de candidature ;
- Rédiger les dossiers de candidature ;
- Organiser des séminaires de formation et d'autres activités éducatives visant à sensibiliser, informer et former les organisations partenaires sur les possibilités de financement de l'UE pour le sport.

Née à Rome en 1990, Carlotta a obtenu un diplôme de master en sport et développement international en 2016 à l'Université de Brighton. Elle est une conceptrice/gestionnaire de projet expérimentée dans le domaine du sport et de l'activité physique, avec une compréhension globale des structures organisationnelles du sport européen, des institutions européennes et des programmes de financement. Ses qualifications professionnelles en gestion de projet et en formation d'entraîneur, sa vaste expérience professionnelle et ses études universitaires lui ont permis d'acquérir les compétences nécessaires pour gérer efficacement une grande variété de tâches de nature pratique et intellectuelle.

Nous sommes impatients de travailler avec elle et de la voir évoluer dans ce nouveau poste !



ÉVÈNEMENTS À VENIR

17 - 18 Mai 2021

[Education, Jeunesse, Culture et Sport \(Conseil de l'UE - Bruxelles\)](#)

31 Mai 2021

[Conférence finale POINTS \(EOC EU Office - évènement en ligne\)](#)

08 - 09 Juin 2021

[EU Sport Forum \(Commission européenne - évènement en ligne\)](#)

09 Juin 2021

[Comité exécutif des COE \(COE - Athènes\)](#)

10 - 11 Juin 2021

[Assemblée générale des COE \(COE - Athènes\)](#)



EOC EU Office
71, Avenue de Cortenbergh
1000 Brussels, Belgium



+32 2 738 03 20



info@euoffice.eurolympic.org



www.euoffice.eurolympic.org



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office